

Droits LGBTQIA+



→ *L'égalité des sexes*

Imprimerie

Brot für die Welt
Evangelisches Werk für Diakonie
und Entwicklung e. V.

Caroline-Michaelis-Straße 1
10115 Berlin

+49 30 65211 0
info@brot-fuer-die-welt.de
www.brot-fuer-die-welt.de

Createurs Fachgruppe

Gendergerechtigkeit,
Farina Hoffmann, Tina Kleiber,
Mareike Haase, Lars Bedurke,
Helle Døssing, Martin Groß-Bickel

Editeurs Michael Billanitsch,
Farina Hoffmann

Traduction t'works

V.i.S.d.P. Dr. Jörn Grävingholt

Maquette Lena Appenzeller

Numéro d'article 129 503 300

Donations

Brot für die Welt
Bank für Kirche und Diakonie
IBAN: DE10 1006 1006 0500 5005 00
BIC: GENODED1KDB

Berlin, Octobre 2025

Annexe I de la directive « Mise en œuvre de l'égalité des sexes »¹

Droits LGBTQIA+

1. Contexte

Dans le monde entier, après des décennies de libéralisation, nous voyons de plus en plus de législations nationales qui discriminent et menacent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans* et intersexes, queer, asexuelles et agénies (LGBTQIA+). De tels cadres juridiques et politiques conduisent à des préjugés, à la peur et à la persécution, voire à des assassinats, et empêchent les personnes LGBTQIA+ d'exercer leurs droits humains fondamentaux, notamment le droit à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté, à la sécurité, aux soins médicaux, à l'éducation et à l'information, à un travail digne et à la protection contre la discrimination. Le respect de l'égalité des sexes est étroitement lié à la possibilité de s'intégrer dans la société et est essentiel pour le respect des droits de l'homme et le maintien de la démocratie.

Les acteur·rice·s religieux·ses influencent les normes sociales. Ils ou elles peuvent donc jouer un rôle important dans le soutien des pratiques émancipatrices liées au genre, à la sexualité, au planning familial et à la justice reproductive, mais dans de nombreux cas, ils ou elles ne le font pas.

Brot für die Welt s'engage pour la promotion des droits humains et de la justice. Nous sommes fermement convaincus que le respect de la dignité humaine et le renforcement des sociétés inclusives et émancipatrices font partie des principes fondamentaux de l'action chrétienne. Une condition préalable cruciale à cet égard est que chacun a le droit à l'intégrité physique et sexuelle, à l'autonomie et à la justice reproductive.²

Partout dans le monde existe et a toujours existé une diversité de sexualités, d'identités de genre, de modes de vie, de modèles familiaux et de caractéristiques sexuelles. La colonisation et le prosélytisme ont largement contribué à imposer par la force un système binaire, hétéronormatif et patriarcal. Cela a entraîné des souffrances inconcevables pour les personnes queer dans le monde entier. Dans cette annexe à la politique de genre, nous exposons

notre position sur les droits humains dont bénéficient toutes les personnes, indépendamment de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur expression de genre et de leurs caractéristiques sexuelles (SOGIESC)³. Nous nous efforçons d'adopter une approche décoloniale dans la gestion de notre responsabilité coloniale dans l'engagement pour les droits des personnes LGBTQIA+ dans le monde et pour les droits sexuels et reproductifs pour tous.

2. Les droits LGBTQIA+ sous pression dans le monde entier

Les droits des personnes LGBTQIA+ continuent d'être gravement violés à travers le monde. Ces atteintes prennent des formes multiples, notamment la criminalisation des relations consensuelles entre personnes de même sexe, la pratique des soi-disant « thérapies de conversion », ainsi que les restrictions à des libertés fondamentales telles que la liberté d'expression et la liberté de rassemblement. D'autres violations incluent les interventions médicales forcées – comme les mutilations génitales pratiquées sur les personnes intersexuées ou la stérilisation imposée –, les interdictions relatives à la réaffectation ou à la transition de genre, les interdictions d'adoption pour les personnes LGBTQIA+, ou encore l'interdiction de l'éducation sexuelle inclusive. Ces pratiques s'accompagnent d'un climat persistant de discrimination, de discours haineux et de violences, allant jusqu'aux crimes de haine et aux meurtres. À ce jour, seuls neuf pays dans le monde disposent de lois protégeant les enfants intersexués contre les interventions médicales⁴ effectuées sans leur consentement libre, préalable et éclairé (FPIC).⁵ Une autre stratégie de répression mise en œuvre par certains États consiste à criminaliser directement les organisations LGBTQIA+. Cela passe notamment par des lois dites « sur les agents étrangers », qui restreignent l'action de la société

1 — Profil 23 : Directiv Mise en œuvre de l'égalité des sexes, Brot für die Welt et Diakonie Katastrophenhilfe, 2018
<https://www.brot-fuer-die-welt.de/downloads/profil23/>

2 — La justice reproductive est un concept des féministes noir(e)s qui prend en compte les aspects de justice relatifs aux droits sexuels et reproductifs.

3 — Acronyme des mots anglais « *Sexual Orientation, Gender Identity and Expression and Sexual Characteristics* »

4 — <https://database.ilga.org/interventions-intersex-minors>

5 — Acronyme de l'expression anglaise « *Free Prior and Informed Consent* »

civile dans son ensemble, mais ciblent particulièrement les groupes de défense des droits LGBTQIA+, parfois même en qualifiant les mouvements queer d'« extrémiste ». Dans plusieurs pays européens, dont la Pologne et l'Italie, les droits des personnes queer sont remis en question, et des tentatives de régression juridique se multiplient. Le droit à une information adaptée à l'âge, notamment par le biais d'une éducation sexuelle inclusive qui aborde sans discrimination les questions de SOGIESC (orientation sexuelle, identité et expression de genre, caractéristiques sexuelles), est également entravé dans de nombreux contextes. En Allemagne, les avancées législatives en faveur de l'égalité des personnes queer ont longtemps été lentes et laborieuses. En même temps, les personnes queer sont de plus en plus confrontées à des menaces en Allemagne, dans un climat social et politique marqué par une recrudescence des discours haineux.

Alors que l'on observe, depuis plusieurs décennies, une tendance globale à la dépénalisation des personnes LGBTQIA+ et à l'ouverture du mariage dans certains pays, une dynamique inverse se dessine dans d'autres régions, avec un durcissement préoccupant des législations. L'Irak, l'Indonésie ou encore l'Ouganda ont récemment introduit ou renforcé des sanctions pénales à l'encontre des relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe. L'exemple le plus alarmant reste l'« Anti-Homosexuality Act », adoptée en Ouganda en 2023. Cette loi extrêmement répressive criminalise non seulement les actes homosexuels réels ou supposés, mais impose également une obligation de dénonciation à toute personne en ayant connaissance. Elle punit l'engagement en faveur des droits LGBTQIA+ et prévoit des peines particulièrement lourdes, contribuant ainsi à un climat de peur, de stigmatisation et de violences accrues. Dans de nombreux pays, des projets de lois criminalisantes sont actuellement en discussion ou en cours d'élaboration au sein des parlements. Dans certains contextes, la société civile n'a réussi à faire avancer les droits LGBTQIA+ qu'à travers des décisions judiciaires, en contournant l'immobilisme ou l'hostilité du pouvoir législatif. C'est notamment le cas au Botswana, en Inde, en Namibie ou encore au Népal, où les juridictions ont contribué à la dépénalisation des relations homosexuelles. Cependant, la montée en puissance des mouvements fondamentalistes et de l'extrême droite à l'échelle mondiale menace gravement ces avancées. Les droits des personnes LGBTQIA+ sont de plus en plus attaqués, et les violences à l'encontre des

personnes queer connaissent une recrudescence inquiétante. Cette tendance régressive est particulièrement visible en Europe, où les discours réactionnaires gagnent du terrain et remettent en cause les acquis en matière de droits humains.

La stigmatisation des personnes LGBTQIA+ par les politicien-ne-s, les journalistes et les représentant-e-s des religions notamment crée un environnement dans lequel la discrimination et la violence contre des personnes queer sont largement acceptées par la société. La résistance est sévèrement punie et, par conséquent, les personnes concernées vivent dans un climat de peur, d'ostracisme et de danger. L'homosexualité est par exemple mise par les acteur-ice-s homophobes en relation étroite, presque causale, avec les abus sur les enfants. La distinction entre les actes homosexuels consentis entre adultes, d'une part, et les violences sexuelles et la pédophilie, d'autre part, est délibérément brouillée afin de susciter le rejet des personnes LGBTQIA+ et de leurs droits.

Les marges de manœuvre de la société civile connaissent une baisse drastique (*shrinking space*) : Les défenseur-euse-s des droits humains qui défendent les droits sexuels et reproductifs et les droits humains des LGBTQIA+ sont persécuté-e-s et assassiné-e-s. Dans certains pays, on leur reproche d'imposer des valeurs dites occidentales et une attitude coloniale, dans le but supposé de « propager » l'homosexualité. Ce rejet s'inscrit également dans des discours historiques et théologiques, où certaines Églises légitiment un ostracisme multiple envers les diverses expressions de vie homosexuelle. La stigmatisation des identités queer et non binaires, souvent présentée comme une défense d'un ordre « naturel » des sexes, s'appuie sur des lectures conservatrices de textes religieux et perpétue des logiques d'exclusion. Ce positionnement ignore ou occulte délibérément l'héritage colonial qui a façonné de nombreuses lois criminalisant les relations homosexuelles consensuelles. Il néglige aussi le rôle central joué par l'histoire coloniale et missionnaire dans l'imposition d'un modèle hétéronormatif et binaire des genres, au détriment des formes locales, parfois plus fluides, de compréhension du genre et de la sexualité.

Certains responsables ecclésiastiques, conjointement avec d'autres autorités religieuses, s'engagent contre la reconnaissance des droits de l'homme indépendamment de la SOGIESC et pour des lois discriminatoires et criminalisantes, justifiées par des textes bibliques et d'autres textes religieux. Des mouvements de droite,

principalement financés et basés en Europe, aux États-Unis et en Russie, souvent étroitement liés à des mouvements chrétiens néopentecôtistes et fondamentalistes, orchestrent des campagnes contre les personnes queer dans le monde entier. Le maintien des lois coloniales est présenté comme un signe de résistance au Nord global. La réduction des financements internationaux est ainsi sciemment acceptée.

3. Notre credo

Nous revendiquons le fait que les droits humains sont universels et doivent être protégés. Cela s'applique indépendamment de l'orientation sexuelle, de l'expression de genre, de l'identité de genre et des caractéristiques de genre, et conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme, y compris la Déclaration universelle des droits humains et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nous nous opposons aux pratiques culturelles ou religieuses qui restreignent l'intégrité physique et l'autonomie. Nous demandons aux gouvernements du monde entier d'abroger les lois discriminatoires, de garantir les droits sexuels et reproductifs pour tous et d'appliquer les Principes de Yogyakarta⁶ dans les lois.

Le travail de Brot für die Welt repose sur la conviction fondamentale que tous les êtres humains sont créés à l'image de Dieu, nés libres et égaux en dignité. Le don d'amour est inconditionnel et philanthropique, et en première ligne se trouvent les plus nécessiteux et les plus marginalisés – les personnes LGBTQIA+ en font partie. Une série de citations bibliques et d'interprétations dans des documents généraux de Brot für die Welt maintiennent cette conviction théologique, notamment :

- « Tout ce que vous faites, en paroles ou en œuvres, faites-le au nom de Jésus-Christ » (Col 3,17) En tant qu'entité de l'Église protestante, nous partageons la conviction fondamentale de la tradition chrétienne selon laquelle la foi, la vie et l'action forment un tout. Notre mission consiste à être le témoin, le signe et

l'instrument de l'amour inconditionnel de Dieu pour toute la création, et en particulier pour les personnes pauvres et marginalisées, afin de contribuer à ce qu'elles fassent l'expérience d'une vie digne. Car c'est en eux que nous rencontrons Jésus-Christ lui-même (Mt 25,40). Cela correspond à un comportement qui affirme cette mission en reconnaissant et en protégeant inconditionnellement la dignité d'autrui. (Code de conduite de Brot für die Welt)

- Chaque être humain est voulu et aimé de Dieu, il est créé de manière unique à l'image de Dieu et est donc doté d'une valeur et d'une dignité indestructibles (en référence à Gn 1,26).⁷
- Sur la base de la compréhension chrétienne de soi, la valorisation de l'unicité et de l'égalité de tous les êtres humains (en référence à Gal 3,28) et de la dignité de chaque être humain guide l'action. (Concept de diversité EWDE)

La conception théologique de Brot für die Welt, pleinement ancrée dans le message biblique et dans le principe inconditionnel de l'option préférentielle pour les pauvres, ne considère pas les personnes marginalisées et démunies comme de simples bénéficiaires d'une aide, passives et privées de droits. Au contraire, elle les reconnaît comme des acteur·rice·s à part entière, engagés dans la construction d'un monde plus juste et porteur d'avenir. Brot für die Welt est conscient que de nombreuses Églises continuent de nier ou de remettre en question la pleine dignité des personnes queer et leur relation à Dieu. Nous reconnaissons également que la mission chrétienne et le colonialisme ont imposé une vision eurocentrique, datée et culturellement située, de l'être humain – érigeant celle-ci en norme universelle. Dans ce contexte, la diversité des identités et orientations sexuelles a été, dans de nombreuses sociétés, violemment réprimée, notamment par les missions chrétiennes, et effacée de la mémoire collective. En tant qu'organisation allemande, chrétienne et européenne, nous tirons de cette histoire une responsabilité claire : celle d'inscrire la défense de la dignité des personnes queer dans une démarche décoloniale fondée sur l'écoute, le dialogue et le respect. Cela implique aussi

6 — Sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre <https://yogyakartaprinciples.org/principles-fr/>

7 — https://www.brot-fuer-die-welt.de/fileadmin/mediapool/60_Jahre/Dossier_Schwerpunkt_Heft_02.pdf

un engagement sincère pour reconnaître les blessures laissées par les crimes coloniaux et leurs prolongements contemporains – et pour contribuer activement à leur réparation.

Brot für die Welt conçoit et applique son approche basée sur les droits humains pour les droits LGBTQIA+ ainsi que les droits sexuels et reproductifs également par le biais de ses affiliations à différents réseaux. En tant que membre de l'ACT Alliance, il s'agit d'un objectif clé pour surmonter les structures de pouvoir patriarcales basées sur la foi.⁸ Le Conseil œcuménique des Églises reflète les différences dans les positions des Églises membres, mais appelle, avec le document « Conversations on the Pilgrim Way »⁹, à se confronter aux dialogues difficiles. Depuis une dizaine d'années, le Global Interfaith Network for People of all Sexes, Sexual Orientations, Gender Identities and Expressions (GIN SSOGIE) s'engage en faveur du dialogue interreligieux sur les droits humains LGBTQIA+.¹⁰

4. Orientation pour la collaboration avec les organisations partenaires

Brot für die Welt fonde son travail de plaidoyer et sa collaboration avec ses partenaires sur les valeurs fondamentales des droits humains ainsi que sur des principes universels, tels que ceux portés par l'Agenda 2030 – en particulier le principe directeur consistant à « ne laisser personne de côté ».¹¹ Cela implique que nul ne doit être exclu ni discriminé en raison de son sexe, de sa religion ou de son orientation sexuelle. Les personnes queer ne doivent pas être privées de leur droit fondamental à pratiquer leur religion, ni faire l'objet de restrictions ou d'exclusions fondées sur leur identité. Cette exigence est concrètement ancrée dans le code de conduite de Brot für die Welt, un document juridiquement contraignant annexé à chaque accord de coopération avec les

organisations partenaires. Ce code énonce des principes essentiels, parmi lesquels l'inviolabilité de la dignité humaine, la protection des droits fondamentaux, le respect de la diversité religieuse, convictionnelle et culturelle, ainsi que la participation et l'inclusion de toutes et de tous.

Brot für die Welt soutient le travail important de nombreux acteur·rice·s issus des partenariats qui, au sein des communautés chrétiennes, s'engagent explicitement contre l'hostilité envers les communautés LGBTQIA+ et pour une pratique diversifiée de la foi. Nos partenaires assument également la responsabilité particulière des Églises. Ils sont à l'origine de dialogues modérés entre les conseils des Églises et la société civile LGBTQIA+. Les dialogues sont consacrés à un travail théologique sur le rôle des personnes LGBTQIA+ dans le contexte biblique, le traitement des personnes queer et la discrimination dans les communautés, et amorcent un chemin de réconciliation et de respect de la dignité de tous les êtres humains.

Nous promouvons et encourageons activement un dialogue ouvert et respectueux avec les gouvernements, les responsables religieux·ses, les organisations de la société civile, les organisations dirigées par les communautés LGBTQIA+ et les paroisses, ainsi que les communautés locales. Le dialogue vise à réduire les préjugés, à lutter contre la violence, à dissiper les malentendus, à promouvoir la reconnaissance et la fin de la discrimination à l'égard de les communautés LGBTQIA+ ainsi qu'à garantir la justice sexuelle et reproductive pour tous. Nous nous efforçons de mener des discussions constructives qui reflètent notre héritage colonial.

Brot für die Welt soutient les politiques et stratégies du gouvernement fédéral, y compris du Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement et du Ministère Fédéral des Affaires Étrangères, qui abordent explicitement la marginalisation des personnes LGBTQIA+ et soulignent la nécessité de les autonomiser et de les promouvoir (par ex. concept d'inclusion des LGBTI, politique de développement féministe, Ministère

8 — <https://actalliance.org/gender-justice/>

9 — <https://oikoumene.org/resources/publications/conversations-on-the-pilgrim-way>

10 — <https://gin-ssogie.org/>

11 — <https://unsdg.un.org/2030-agenda/universal-values/leave-no-one-behind>

Fédéral de la Coopération Économique et du Développement 2023¹², et stratégie pour l'Afrique du Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement, 2023¹³).

4.1. Collaboration financière ou personnelle avec des partenaires présentant une attitude de rejet/discrimination à l'égard des personnes LGBTQIA+

Si, dans le cadre de notre collaboration avec des organisations partenaires, nous constatons que leurs représentant·e·s défendent, publiquement ou dans le cadre d'une collaboration concrète, des opinions et des valeurs incompatibles avec les valeurs de Brot für die Welt mentionnées ci-dessus, nous entamons un dialogue avec la direction de l'organisation partenaire et tentons de trouver un terrain d'entente. Le dialogue peut se dérouler dans un espace confidentiel, avec la participation d'expert·e·s locaux·ales et régionaux·ales sur les formats de dialogue concernant les droits LGBTQIA+ dans les environnements chrétiens. Il s'oriente vers une pratique décoloniale. Ce faisant, nous nous appuyons sur l'important travail des théologien·ne·s féministes et des réseaux LGBTQIA+ chrétiens et laïques qui cherchent et organisent déjà ces dialogues depuis des décennies. Nous utilisons nos organes consultatifs, comme le Global Reference Group, pour préparer ce dialogue de manière critique et étroitement liée à notre conception du partenariat.

Si, malgré un dialogue ouvert, aucun socle de valeurs et d'engagements communs en faveur du respect de la dignité des personnes LGBTQIA+ ne peut être identifié, Brot für die Welt ne pourra engager de partenariat – ou mettra fin à une collaboration existante. Brot für die Welt ne peut ni ne souhaite soutenir des organisations ou des activités qui appellent ouvertement, ou contribuent de manière active ou implicite, à la discrimination, à la stigmatisation ou à la persécution des personnes LGBTQIA+.

4.2. Financement d'acteur·rice·s locaux·ales qui s'engagent pour la dignité et les droits des personnes LGBTQIA+

Brot für die Welt soutient activement des organisations ecclésiastiques locales dirigées par des personnes LGBTQIA+, ainsi que d'autres acteurs de la société civile engagés pour la justice sexuelle et reproductive et pour la dignité humaine des personnes queer. Ce soutien peut prendre plusieurs formes : plaidoyer et lobbying à différents niveaux (local, national, international), renforcement des capacités, accompagnement à l'auto-organisation, financement de processus de dialogue fondés sur les droits humains, développement de cursus de formation, ainsi que services de conseil et d'appui juridique ou psychosocial. Dans ce cadre, Brot für die Welt collabore avec des organisations et réseaux poursuivant des objectifs similaires. Le financement d'acteur·rice·s locaux·ales, capables d'initier des dynamiques de transformation sociale et politique à partir de leurs réalités, s'avère souvent plus pertinent et plus efficace que des approches issues du Nord global, parfois perçues comme des formes de domination occidentale ou d'ingérence. Nous accordons une attention particulière aux acteur·rice·s ecclésiastiques, dont la proximité avec les communautés locales, dans de nombreuses régions du monde, leur confère un rôle clé dans la sensibilisation, la médiation et le changement social.

5. Appel et invitation

Avec cette annexe, nous réaffirmons notre engagement en faveur des droits LGBTQIA+, des droits sexuels et reproductifs, fondé sur les droits humains, et invitons nos organisations partenaires ainsi que d'autres acteur·rice·s chrétien·ne·s à nous rejoindre sur cette voie.

¹² — Politique de développement féministe, Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement 2023

¹³ — Construisons l'avenir avec l'Afrique, La Stratégie du BMZ pour l'Afrique, Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement 2023

Brot für die Welt
Evangelisches Werk für
Diakonie und Entwicklung e. V.

Caroline-Michaelis-Straße 1
10115 Berlin

+49 30 65211 0
info@brot-fuer-die-welt.de
www.brot-fuer-die-welt.de